



Mémorandum CSC wallonne

Élections régionales 2024

Nos priorités

1. Planifier la transition juste

Face aux urgences sociales, écologiques et climatiques, nous souhaitons voir la Wallonie associer pleinement les interlocuteurs sociaux et environnementaux en vue de concerter une planification de la «transition juste» de notre économie pour la rendre compatible avec son écosystème, et viser le bien-vivre en Wallonie. Nous souhaitons une planification qui s'appuie sur des plans sectoriels, visant particulièrement le secteur secondaire, et associés à de la régulation forte des acteurs, en promouvant de manière globale l'emploi de qualité et le «bien-vivre» de chacun·e.

2. Des conseillere-s en transition sur les lieux de travail

Pour assurer une mise en œuvre concrète, dans chaque entreprise/institution/association, d'un plan de «transition juste» de son activité, visant notamment l'usage du «bilan carbone», nous demandons à ce que la Wallonie, veille à la mise en place de conseiller·ère-s en transition sur chaque lieu de travail, à l'instar de ce qui existe en matière de «conseiller en prévention». Ces conseiller·ère-s en transition doivent soutenir la concertation sociale dans la mise en œuvre du code du «bien-être» au travail.

3. Réduire collectivement le temps de travail

Face au chômage qui reste trop important, à l'allongement de la carrière imposée, à la hausse des malades de longue durée, et à une surproduction nuisible au bien-être, nous souhaitons voir la Wallonie promouvoir en


son sein, et y compris par le biais de ses propres compétences, la réduction collective du temps de travail. De manière urgente, nous demandons au gouvernement wallon l'extension du «plan tandem» qui vise à réduire, quasi sans perte de salaire, le temps de travail à mi-temps des personnes en fin de carrière en lien avec l'embauche à temps plein d'un·e jeune, et ceci, dans un premier temps, pour l'ensemble de la fonction publique wallonne et des services privés d'intérêt collectifs subsidiés principalement par la Wallonie.

4. Des recettes adaptées aux besoins

Les inégalités devront décroître par le biais fiscal pour répondre aux besoins de la Wallonie. Face aux défis sociaux, écologiques et économiques, la Wallonie doit pouvoir mutualiser davantage ses richesses en vue d'améliorer globalement le bien-vivre de toutes et tous. Toute coalition gouvernementale qui assurerait un avenir meilleur sans relever le niveau de ses recettes se priverait de tout espoir de réussite, tant les besoins sont importants et vitaux. Nous ne pouvons plus nous priver d'une hausse de la fiscalité devant peser sur les épaules les plus larges, et les comportements et activités nuisibles. Nous insistons de manière particulière sur la fiscalité immobilière, ainsi que sur les droits de succession.

5. Un usage réel des indicateurs alternatifs au PIB

Nous déplorons l'usage toujours premier de la croissance du PIB comme objectif de toute politique. L'emploi de qualité ne découle pas nécessairement d'une croissance du PIB. Le soin à l'environnement et la santé non plus. Pas même la qualité de vie. Alors que le gouvernement wallon s'était engagé dans la bonne voie des indicateurs alter-



natifs au PIB, ceux-ci ne sont pas utilisés concrètement et systématiquement. Nous demandons aux futurs partis de gouvernement de s'engager à gouverner au moyen des indicateurs alternatifs au PIB. Nous leur demandons ainsi de viser, de manière prioritaire, des objectifs sociaux, sanitaires, éducatifs, environnementaux, etc.

6. Une politique familiale qui promeut l'égalité de genre

L'égalité de genre peut aussi être promue par le biais des compétences wallonnes, surtout depuis que la Région wallonne gère les allocations familiales. La pauvreté a un visage, et c'est – en moyenne – celui d'une femme, seule avec deux enfants... À ce titre, nous devons améliorer de manière conséquente les suppléments sociaux pour les parents seuls avec enfants.

7. La gratuité des TEC

Plusieurs exemples européens existent et le prouvent: la gratuité du transport commun facilite son usage et enclenche un cercle vertueux. Cette gratuité doit évidemment s'accompagner d'un effort sur la qualité du service offert, mais elle ne peut pour autant attendre ces développements. L'urgence sociale et écologique impose une rupture claire: la mobilité durable est un service public qui doit être gratuit pour toutes et tous. Nous attendons du gouvernement un calendrier programmant cette mise en œuvre et son mode de financement qui devra mettre à contribution les employeurs.

8. Un meilleur suivi de la formation continue des travailleuses

Les travailleuses sont victimes de nombreuses formes de discriminations au travail. D'abord dans l'accès à l'emploi, puis à la qualité de cet emploi, et ses conditions. À l'heure de la transformation de nombreux secteurs et métiers, face aux défis de la transition ou des «nouvelles technologies de l'information», la formation est plus encore

qu'auparavant un instrument de distinction et de discrimination. Pour assurer une plus grande égalité de genre, mais aussi plus globalement pour servir les objectifs de formation continue du monde du travail, nous souhaitons voir le bilan social évalué et amélioré. Ceci devrait nourrir les politiques régionales de soutien et de régulation de la formation, tant pour les demandeuses d'emploi que pour les travailleuses.

9. Des repas gratuits dans les écoles

Plusieurs communes l'ont déjà fait, parfois seulement pour le réseau communal, mais toutes confirment que la gratuité des repas pour les enfants de l'enseignement fondamental est un moyen peu coûteux de rencontrer de nombreux objectifs majeurs: promouvoir l'alimentation durable et locale, garantir une alimentation de qualité pour toutes et tous, égaliser les conditions de vie à l'école entre enfants, réduire l'échec et l'inégalité scolaire, et améliorer la santé des enfants. Nous souhaitons que la Wallonie fasse offre de services à toutes les écoles sur son territoire et garantisse ce repas quotidien de qualité, issu de l'agriculture wallonne.

10. L'accès à l'emploi et la formation pour les personnes «sans-papiers»

À l'hôpital, à l'école, au club sportif, dans une maison de repos, au restaurant, dans notre salle de sport, au bureau, au théâtre, nous bénéficions tou-te-s du travail de personnes sans-papiers. Face à l'Europe forteresse qui noie les migrant-e-s et cette Belgique condamnée, encore et encore, pour défaut d'accueil des migrant-e-s. Ce sont (trop) régulièrement des communautés locales qui doivent se mobiliser pour empêcher l'expulsion de notre voisin-e, de notre collègue, de notre ami-e. Ceci doit cesser. La CSC demande une régularisation des personnes sans-papiers et un accès indiscriminé à l'emploi et la formation pour tou-te-s les migrant-e-s. On ne peut d'une main se plaindre du manque de bras, et de l'autre expulser des personnes qui travaillent ici.